

## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2017

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

#### Un début d'année fragile

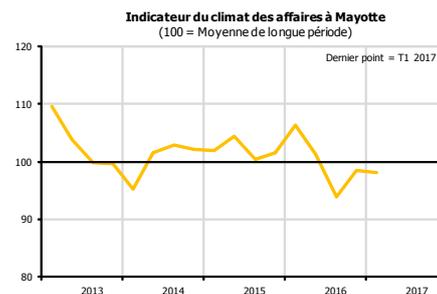
Au premier trimestre 2017, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) diminue de 0,5 point pour s'établir à 98,1 points. Il reste ainsi en deçà de sa moyenne de longue période (-1,9 point) pour le troisième trimestre consécutif.

Le recul de l'ICA résulte de l'appréciation défavorable des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (-1,4 point). Toutefois, les anticipations positives sur le deuxième trimestre 2017 permettent d'atténuer cette diminution (+0,9 point).

Le regain de confiance observé en fin d'année 2016 semble se dissiper, marquant ainsi un début d'année fragile, caractérisé par un environnement social compliqué qui perturbe la conjoncture économique.

Dans un contexte de relative stabilité des prix, la consommation des ménages marque le pas ce trimestre, comme en témoigne la baisse des importations. En revanche, les prévisions d'investissement maintiennent une trajectoire positive tandis que la demande d'emploi se stabilise.

L'activité globale se contracte, en raison d'un reflux de l'activité dans le secteur du commerce. Cette tendance est partagée par l'ensemble des secteurs mis à part le secteur des services, où les chefs d'entreprise jugent leur activité bien orientée, modérant ainsi l'affaiblissement global de l'activité. Les prévisions sur l'activité du trimestre à venir sont défavorables dans la majorité des secteurs, hormis celui des services.



T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### RÉCESSION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DU SUD

L'**Afrique du Sud** entre en récession au premier trimestre 2017 pour la première fois depuis 2009 : son PIB s'est contracté de 0,7 % en rythme trimestriel annualisé après -0,3 % au quatrième trimestre 2016. À l'exception de l'agriculture et de l'exploitation minière, tous les secteurs sont en recul. L'instabilité politique et les difficultés économiques que traverse le pays pèsent sur la consommation des ménages qui diminue de 2,3 %. Les exportations sont également mal orientées, tandis que l'investissement poursuit timidement sa reprise entrevue au trimestre précédent. La Banque centrale maintient son taux directeur (7,0 % en mai 2017) et évoque une possible baisse dans le courant de l'année, si l'inflation reste stable.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique progresse de 18,0 % au premier trimestre 2017 sur un an, après +13,9 % le trimestre précédent. La croissance économique ralentit au quatrième trimestre 2016 (+0,5 % sur le trimestre contre +3,7 % au troisième trimestre, données CVS), mais également sur l'ensemble de l'année : +1,5 % en 2016, après +5,0 % en 2015.

À **Madagascar**, l'activité économique est marquée par une conjoncture difficile relative à la hausse des prix au premier trimestre 2017. Face à cette hausse de l'inflation, la Banque centrale a décidé de relever son taux directeur de 8,30 % à 9,02 % en mai 2017. En 2016, la croissance économique ralentit : +4,1 %, après +4,5 % en 2015 selon l'Institut de la statistique malgache.

L'activité économique de **l'île Maurice** reste dynamique au quatrième trimestre 2016, avec une croissance de +1,0 % en rythme trimestriel. Néanmoins, celle-ci ralentit par rapport au trimestre dernier (+3,0 %), soutenue par une reprise de l'investissement en construction et l'arrivée de nouveaux avions. La consommation finale continue de tirer la croissance (+3,0 % sur un an, après +2,6 %), ainsi que les exportations de services (+5,0 %). Le bureau mauricien des statistiques estime à +3,5 % la croissance en 2016 (+3,0 % en 2015). Dans ce contexte, la Banque centrale maintient son taux directeur à 4,0 % en mai 2017.

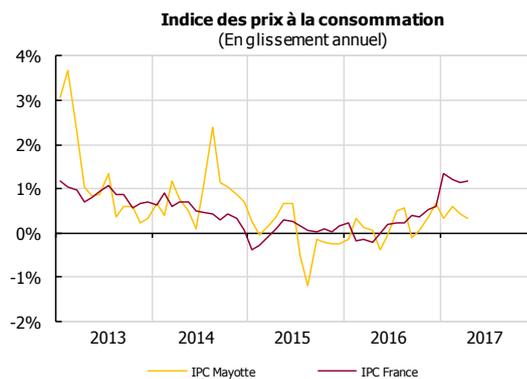
Aux **Comores**, la situation économique progresse en 2016, avec une croissance de +2,2 % après +1,0 % en 2015 selon la Banque centrale des Comores, en raison de l'amélioration notable dans la production et la fourniture de l'électricité et de nouveaux investissements dans les télécommunications, l'aérien et la construction (nouveau stade de Moroni...).

Sources : Banques centrales, institutions nationales

## Stabilité des prix sur le trimestre

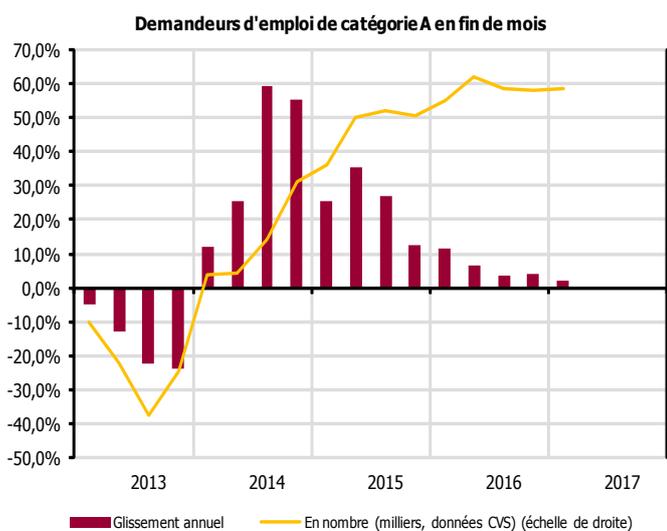
L'Indice des prix à la consommation (IPC) reste stable par rapport au trimestre précédent (+0,1 %). La forte hausse des prix de l'énergie (+5,4 %), ainsi que celle plus modérée des produits alimentaires (+0,7 %), est compensée par la diminution des prix des produits manufacturés (-1,2 %) et des services (-0,5 %).

En glissement annuel, l'IPC augmente (+0,4 %), porté par la croissance des prix de l'énergie (+11,8 %), des produits alimentaires (+1,2 %) et des services (+0,5 %). Les prix des produits manufacturés se contractent en revanche de 3,6 %.



Source : INSEE, données mensuelles

## La demande d'emploi se stabilise



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La demande d'emploi évolue peu comparée au trimestre précédent (+0,1 %, CVS). À fin mars 2017, Pôle emploi dénombre 12 229 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, données CVS).

À l'exception du nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans qui diminue par rapport au dernier trimestre (-1,8 %), les autres catégories augmentent : les moins de 25 ans de 4,5 % et ceux âgés de 25 à 49 ans de 0,8 %. Cette évolution se traduit par une légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi masculins (+0,7 %), contrairement aux femmes dont la demande reste presque identique au dernier trimestre.

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) progresse de 1,9 %. Cette hausse touche autant les femmes que les hommes, et s'explique principalement par la croissance des demandes d'emploi des personnes âgées de 25 à 49 ans (+2,6 %) et de plus de 50 ans (+1,8 %).

Toutefois, ce début d'année reste favorable aux jeunes âgés de moins de 25 ans, avec une baisse du nombre de demandeurs de 3,6 %.

## La consommation des ménages marque le pas

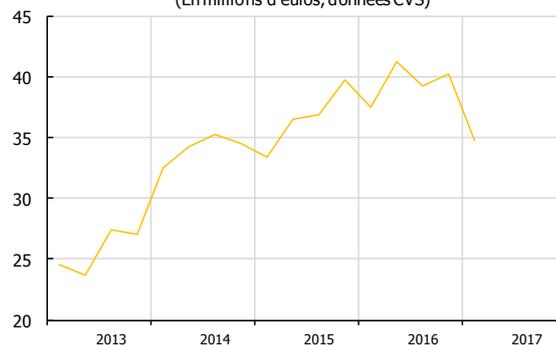
La consommation des ménages, un des principaux moteurs de l'activité économique de l'île, est fragilisée par un début d'année difficile. Cependant, un rattrapage commence à se faire sentir en fin de trimestre.

Les importations de produits courants diminuent fortement au cours de ce trimestre (respectivement -13,6 % et -7,3 % en variations trimestrielles et annuelles, données CVS). De même, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs baisse de 7,6 % par rapport au dernier trimestre (-3,6 % en glissement annuel, données CVS). En revanche, les importations de biens d'équipement augmentent de 8,0 % par rapport à la fin d'année 2016 (+9,7 % en variation annuelle, données CVS), ce qui fait écho à la hausse des encours de crédit à la consommation qui poursuivent leur progression (+5,0 % en glissement trimestriel et +21,0 % en annuel).

Ainsi, contrairement à l'homogénéité de la dynamique des indicateurs ces derniers trimestres, le premier trimestre 2017 marque deux mouvements : d'un côté, la consommation de biens courants diminue en raison d'un contexte social compliqué, qui laisse supposer un rattrapage dès le trimestre prochain, et de l'autre, la consommation de biens d'équipement augmente. Toutefois, les chefs d'entreprise s'accordent à dire que, dans l'ensemble, l'activité du secteur du commerce s'est contractée pour le troisième trimestre consécutif.

Il en est de même pour les indicateurs de vulnérabilité des ménages : deux dynamiques s'opposent. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente de 1,9 % sur le trimestre (+2,0 % par rapport à la même période l'année dernière), tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires diminue fortement (respectivement -8,1 % et -31,9 % en glissement trimestriel et annuel).

Importations de biens de consommation non durables (En millions d'euros, données CVS)



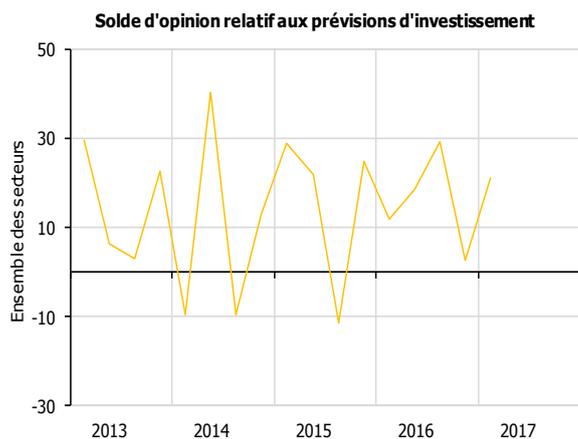
Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## Des perspectives d'investissement favorables mais des réalisations encore timides

Les perspectives d'investissement restent bien orientées. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement demeure positif et progresse de 18,7 points par rapport au dernier trimestre. Cette évolution est essentiellement portée par le secteur du commerce, qui maintient des prévisions d'investissement positives à un an. Elle est toutefois atténuée par les anticipations toujours largement négatives dans le secteur des services marchands.

Cependant, l'environnement des affaires contraint les entreprises, malgré leur volonté affichée d'investir et de consolider leurs activités. Les indicateurs liés à l'investissement sont contrastés. La forte baisse des importations de biens intermédiaires (-18,4 %, CVS) et la stabilité des importations de biens d'équipement (+0,4 % CVS) ne se reflètent pas dans les indicateurs bancaires qui augmentent : les encours de crédits d'investissement retrouvent une dynamique positive (+3,5 %), après plusieurs baisses consécutives, tandis que les crédits à l'habitat maintiennent leur croissance (+1,4 %).

Ainsi, les réalisations restent timides et les concrétisations tardent à s'inscrire dans la même tendance que celle des prévisions.



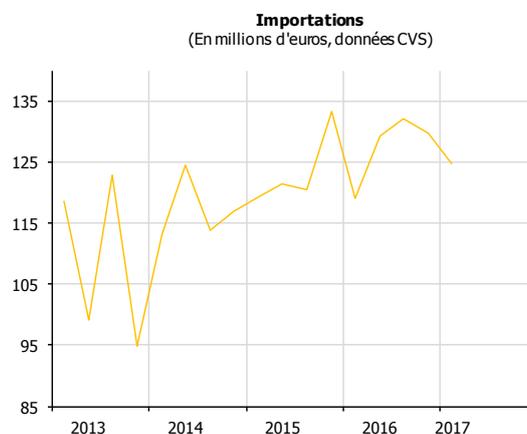
Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

## Repli des importations

Les importations se replient ce trimestre (-3,7 %) même si cette baisse reste modérée en comparaison du début d'année 2016. Le transport maritime, par lequel transite la quasi-totalité des importations à Mayotte, fait face à un contexte social agité, ce qui peut, en partie, expliquer les mauvais résultats ce trimestre.

Les diminutions les plus sensibles sont enregistrées pour les importations de biens intermédiaires et les importations de produits courants (respectivement -18,4 % et -13,7 % en glissement trimestriel, CVS).

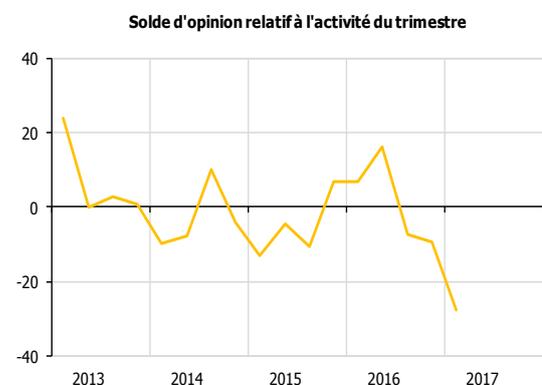
En revanche, les importations de biens d'équipement des foyers augmentent pour le troisième trimestre consécutif (+8,0 %, CVS) et les importations de biens d'équipement professionnel se stabilisent (+0,4 %, CVS).



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT MOROSE

Mis à part le secteur des services marchands, l'activité continue dans l'ensemble à se détériorer, avec une baisse prononcée ce trimestre. Cette troisième dégradation consécutive est liée à la mauvaise opinion des commerçants sur leur activité, en raison d'une concurrence accrue dans ce secteur. *A contrario*, les intentions d'investir sont favorables pour les commerçants et négatives pour les services.

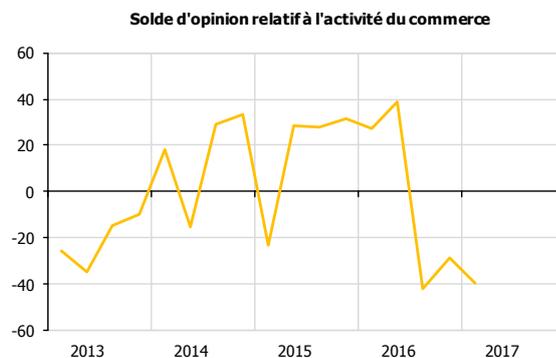


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

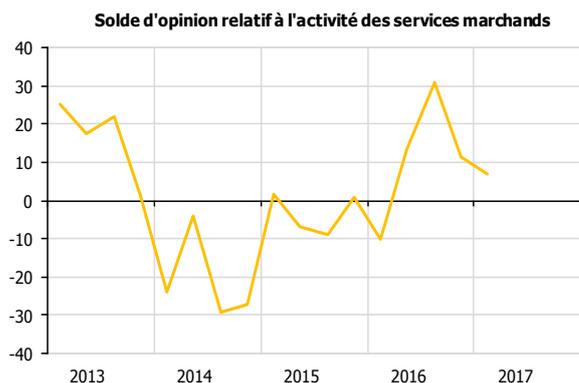
Dans le secteur primaire, les difficultés s'accumulent pour la **filière aquacole** : les exportations de poissons d'élevage sont nulles ce trimestre après avoir fortement régressé lors du dernier trimestre (-71,6 % au trimestre précédent). Pour la **filière de l'élevage avicole**, la volatilité et la faiblesse de l'activité perdurent. Ainsi, après une baisse des importations d'espèces avicoles au quatrième trimestre, une hausse est enregistrée au premier trimestre (0,7 tonne contre 0,1 tonne au trimestre précédent).

Confirmant les prévisions négatives des chefs d'entreprise du **secteur BTP**, l'activité s'est dégradée et cette dynamique devrait se maintenir au prochain trimestre. Les chefs d'entreprise notent également une détérioration de leurs trésoreries en lien avec l'allongement des délais de paiement. Ces mauvais résultats et ces craintes sur l'évolution de l'activité à court terme sont alimentés par des éléments conjoncturels tels que les conséquences de la crise de l'eau, la fin de la saison des pluies qui constitue une source d'inquiétude, les délais de paiement et enfin les retards liés à la formalisation des décisions par les donneurs d'ordre.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels font état d'une nouvelle dégradation de leur activité, plus prononcée qu'au trimestre précédent et qui devrait se poursuivre au deuxième trimestre. Ils retiennent également une opinion défavorable sur l'évolution de leur trésorerie, des charges et des délais de paiement mais anticipent une amélioration de ces indicateurs pour le trimestre à venir. Les prévisions d'investissement maintiennent une orientation positive.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'opinion des chefs d'entreprise concernant l'activité dans le secteur des **services marchands** reste bien orientée ce trimestre, même si elle est en deçà des prévisions faites en fin d'année 2016. La trésorerie se dégrade, en lien avec des délais de paiement qui continuent à peser sur l'exercice des chefs d'entreprise. La bonne tenue de l'activité devrait se maintenir au prochain trimestre. Toutefois, les prévisions d'investissement restent sur une trajectoire négative.

L'**activité touristique** bénéficie en partie d'un trafic aérien qui consolide sa progression amorcée ces derniers trimestres, malgré une baisse du nombre de vols à l'arrivée ou au départ de l'île (-11,7 %). En effet, le nombre de passagers augmente de 4,7 % en glissement annuel et de 19,3 % en trimestriel (CVS).

### CONJONCTURE INTERNATIONALE : UNE AMÉLIORATION EN FIN DE PÉRIODE

En 2016, l'activité économique mondiale s'est légèrement affaiblie, progressant de 3,1 % contre 3,4 % en 2015, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2017. Dans les pays avancés, la croissance s'établit à 1,7 % contre 2,1 % en 2015 notamment en raison d'une croissance plus faible que prévu aux États-Unis et d'une dégradation des perspectives liée à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). La situation économique dans les pays émergents et en développement est demeurée contrastée : en dépit de mesures budgétaires expansionnistes, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi en Chine (croissance de 6,7 % après 6,9 % en 2015) en lien avec le repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée tandis que le Brésil et la Russie ont connu de profondes récessions. Les pays exportateurs de produits de base ont continué de s'ajuster à la détérioration de leurs termes de l'échange.

Aux États-Unis, la croissance a été globalement décevante en 2016 et a atteint son niveau le plus faible depuis 2011 (à 1,6 % après 2,6 % en 2015). Toutefois, le marché du travail est resté dynamique et proche du plein emploi. En zone euro, la reprise a perdu de son élan en raison du manque de visibilité lié au « Brexit ». Elle a été également affectée par une demande intérieure moins dynamique, qui s'est traduite par un ralentissement de l'investissement dans certains des plus grands pays de la zone. La croissance du PIB y est ainsi passée de +2,0 % en 2015 à +1,7 % en 2016.

De même, l'économie japonaise a légèrement décéléré dans un contexte de renchérissement du yen (+1,0 % en 2016) après 1,2 % en 2015.

L'année 2016 a été également marquée par une dissipation des incertitudes en fin de période. L'affermissement de la demande mondiale, en particulier de l'investissement, le redressement des prix du pétrole à la suite d'un accord entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour limiter l'offre et une activité britannique plus résiliente que prévue post-référendum sont autant de facteurs qui devraient influencer positivement sur la croissance mondiale. Elle devrait donc s'accélérer en 2017 (+ 3,5 %) et en 2018 (+3,6 %) selon le FMI.

Source : FMI, données arrêtées à la date du 19 avril 2017

**Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juin 2017 – Dépôt légal : juin 2017 – ISSN 1952-9619